

Au Cameroun, la pauvreté a un visage féminin

Autor(en): **Egger, Michel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **88 (2000)**

Heft 1442

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281834>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Au Cameroun, la pauvreté a un visage féminin



Géorgine Kengne Djeutane, économiste

« Le Cameroun croupit sous le poids de la dette et ce sont les femmes qui sont les plus touchées », déclare sans ambages la jeune économiste Géorgine Kengne Djeutane, hôte de la récente campagne œcuménique de Pain pour le prochain et l'Action de Carême, « Trêve... et puis changer ».

Michel Egger

Avoisinant les 15 milliards de francs – soit quatre fois les exportations – la dette camerounaise a doublé ces dix dernières années, « entraînant le pays dans un cercle macabre, vicieux et stérile où l'on s'endette toujours plus pour payer sa dette ». L'État consacre pas moins d'un tiers de ses recettes budgétaires au remboursement et paiement des intérêts, avec des conséquences d'autant plus graves pour les plus pauvres qu'il est soumis depuis 1988 aux programmes d'ajustement structurel du Fonds

monétaire international (FMI). Résultat : les budgets de la santé et de l'éducation ainsi que les salaires ont fondu de moitié alors que les prix des denrées alimentaires et de l'essence ont explosé, des milliers de fonctionnaires ont perdu leur emploi et 60 % des jeunes se retrouvent à la rue, condamnés à la mendicité, aux petits boulots ou à la criminalité.

« Malgré une apparente reprise économique, nous sommes en plein marasme, se lamente Géorgine Kengne Djeutane. La pauvreté touche 50 % de la population, et elle a d'abord un visage féminin. En période de crise, les hommes sont soit au chômage, soit ne gagnent pas assez, soit s'en vont pour chercher du travail ailleurs. Du coup, les femmes se retrouvent à la tête de leur famille, avec tout le poids économique et psychologique, le stress et les frustrations qui en découlent. Elles croulent sous la double, voire la triple activité, car elles doivent non seulement s'occuper du ménage et de leur progéniture, mais aussi trimer à plusieurs endroits pour nouer les deux bouts. Pire, elles sont parfois obligées de faire bosser les enfants, qui se transforment en marchands ambulants, vendeurs d'eau, de biscuits ou de bonbons sur le trottoir. »

Quand le FMI s'en mêle

De fait, les femmes sont les premières à souffrir du « charcutage » des programmes sociaux. « Avant les ajustements structurels, la scolarité et les soins de santé étaient gratuits et faciles d'accès, raconte Géorgine. Aujourd'hui, il faut payer pour tout, car les écoles et les dispensaires manquent

de tout et le personnel est mal payé. Si je veux me faire soigner quelque part, je dois apporter le thermomètre, le mercurochrome, les pansements, et payer d'avance. » Une situation qui fait le beurre des faux marabouts et des marchands sauvages de médicaments incontrôlés. Le Cameroun, où l'espérance de vie est basse (54 ans) et le taux de mortalité infantile élevé (135 pour mille), « a connu ces dernières années une augmentation des maladies infectieuses, aggravées par une malnutrition chronique particulièrement importante chez les femmes enceintes et allaitantes ».

Quant à l'approvisionnement en eau potable – paradoxe pour un pays aussi bien « arrosé » que le Cameroun – il

est devenu simplement infernal avec la privatisation en cours de la Société nationale des eaux, elle aussi imposée par le FMI. « L'État a fermé le robinet des subventions, explique l'économiste, et le système des bornes-fontaines publiques est en panne. Aujourd'hui, il faut s'abonner pour avoir de l'eau, pour autant, bien sûr, que les infrastructures fonctionnent. Moi, il m'a fallu six mois de bagarres pour être raccordée. Je fais partie du tiers privilégié de la population qui a accès à l'eau potable. » Là aussi, ce sont les femmes qui trinquent, marchent des kilomètres pour trouver de l'eau, s'échinent à inventer des solutions aux difficultés quotidiennes qui s'accumulent.

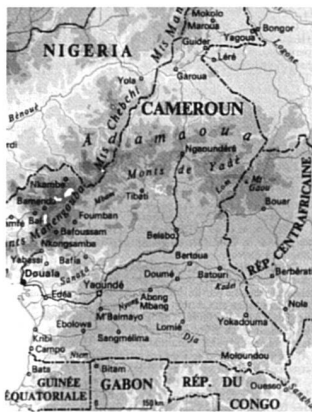
Des inégalités croissantes

La crise et la politique du FMI ont aussi pour effet d'accroître les inégalités entre les

Le Cameroun fait partie des 41 pays pauvres les plus endettés et inclus dans l'initiative HIPC (Heavily Indebted Poor Countries) du FMI et de la Banque Mondiale. Des négociations ont lieu actuellement entre la Suisse et le Cameroun dans le but de clarifier les conditions-cadres qui permettraient au Cameroun de bénéficier d'un fonds de contrepartie suisse. La création d'un tel fonds signifierait l'annulation partielle de la dette du Cameroun envers la Suisse, mais à la condition qu'une partie des sommes ainsi dégagées soient réinvesties dans des programmes locaux de lutte contre la pauvreté. Comme de nombreux pays africains, le Cameroun a ainsi un urgent besoin de trouver de nouvelles solutions afin de dégager son économie et sa politique du poids oppressant de la dette.

L'économiste Géorgine Kengne Djeutane représente à ce sujet une interlocutrice privilégiée. Autrice d'une thèse de doctorat sur le thème de la crise de l'endettement, elle travaille actuellement sur cette problématique dans le contexte de l'Afrique centrale. En avril 1999, elle a été la modératrice d'un important séminaire organisé au Cameroun sur ce thème et réunissant des expert-e-s, des ONG et des représentant-e-s du gouvernement. Actuellement, elle est coordinatrice et chercheuse auprès du Service œcuménique pour la paix, et également coordinatrice de la campagne « jubilé 2000 » au Cameroun. Cette fonction lui a permis de se rendre à Cologne, en juin 1999, lors du sommet du G8. Elle faisait partie des 11 personnes qui ont remis au Chancelier allemand Schröder une pétition de 17 millions de signatures demandant l'annulation de la dette des pays les plus pauvres.

Chantal Peyrer



sexes. « Le revenu du ménage étant insuffisant, les familles doivent faire des choix, soupire Géorgine Kengne Djeutane. Généralement, on préfère envoyer les garçons à l'école. Les jeunes filles se retrouvent ainsi livrées à elles-mêmes, contraintes à des sots métiers dans la rue. » Elles se voient repoussées par la concurrence des hommes aux jobs les plus éprouvants, ingrats et mal payés du secteur informel,

quand ce n'est pas à la prostitution. « Exposées à toutes les intempéries et tracasseries policières, elles sont également les premières victimes de la criminalité, les proies les plus vulnérables de la violence urbaine et des agressions sexuelles. »

Face à tout cela, la Camerounaise ne reste pas les bras croisés. Célibataire et mère d'un enfant, elle-même issue d'une famille de huit enfants, elle s'est engagée à plusieurs niveaux comme assistante de recherche au service œcuménique pour la paix de Yaoundé. « Il y a un immense potentiel dans ce pays, tant au plan des ressources que des échanges. Le problème, c'est d'apprendre à les mettre en valeur », déclare-t-elle.

Tant que le problème de la dette ne sera pas réglé...

Au niveau local, villageois, elle se bat pour amener les femmes à s'organiser, développer leur conscience économique, lutter contre les gaspillages, accroître leur productivité, mieux exploiter, conserver et faire circuler les produits de la terre. Mais, précise-t-elle, « cela n'a de sens et ne peut avoir d'impact que si, parallèlement, on travaille à des solutions plus globales et durables. Tant qu'on n'aura pas réglé le problème de la dette, il sera difficile de s'en sortir. Trop de gens en souffrent et en meurent chaque jour. »

Or, les solutions existent. Un bon moyen est notam-

ment, selon le modèle mis en œuvre par la Suisse dans une douzaine de pays, d'annuler la dette d'un pays en la convertissant en fonds local pour le développement humain et social. Une autre voie, proposée par Pain pour le prochain et l'Action de Carême, est d'introduire un droit d'insolvabilité international qui garantisse aux populations des pays pauvres très endettés la satisfaction de leurs besoins essentiels. Favorable à ces deux mesures, Géorgine Kengne Djeutane souligne que « la gestion de la dette doit intégrer non seulement les dimensions économiques et politiques, mais aussi humaines et spirituelles. Oui, il faut faire passer la vie avant la dette. »

L'Association VIOL-SECOURS cherche travailleuse sociale (poste à 60 %)

Activités principales :

- accueil et soutien des femmes
- accompagnement dans leurs démarches admin., sociales et / ou juridiques
- actions collectives pour les droits des femmes
- activités de prévention (animations, brochures, etc.)
- animation de groupes de parole
- gestion courante de l'association

Profil requis :

- diplôme I.E.S. ou formation jugée équivalente
- expérience confirmée dans le soutien de victimes de violences sexuelles, physiques ou psychologiques
- connaissances de la législation et du réseau des institutions genevoises
- esprit féministe

Envoyer CV et lettre de motivation jusqu'au 15 mai 2000

VIOL-SECOURS
3, place des Charmilles
1203 Genève
Tél. 022 / 345 20 20

Le génocide irakien

Une conférence de deux jours se tenait à Genève en mars sous la présidence de Laurence Deonna¹, récipiendaire du Prix Unesco 1987 de l'éducation à la paix. Le sujet de la conférence : l'état dans lequel se trouve actuellement la population irakienne. Une série d'exposés d'éminent-e-s invité-e-s (dont le prêtre rebelle Jean-Marie Benjamin) était à l'ordre du jour pour dénoncer l'embargo économique imposé par les États-Unis et ses alliés sous le couvercle de l'ONU depuis déjà dix ans. Depuis la guerre du Golfe qui n'a duré que 42 jours, entre le 17 janvier et le 28 février 1991, 135 tonnes de bombes sont tombées sur l'Irak, dont 700 comptant de l'uranium appauvri produisant des émissions radioactives et entraînant de multiples formes de graves pathologies : cancers de toutes sortes, malformations

chez les nouveau-nés, détérioration des systèmes immunitaires et digestifs, etc. Il est impossible de reconstruire les régions bombardées de l'Irak et toutes les infrastructures permettant une survie minimale sont systématiquement anéanties, comme par exemple les usines d'épuration des eaux qui ont été détruites et redétruites. Les médias, muselés et asservis, avaient présenté la guerre du Golfe comme une guerre « propre » et « chirurgicale ». Dix ans plus tard, aujourd'hui encore les bombardements américano-britanniques se poursuivent quasi quotidiennement. Des responsables humanitaires chargé-e-s de la distribution des produits achetés par l'Irak dans le cadre du programme « pétrole



Dix ans d'embargo, les mères crient : assez !

contre nourriture », imposé à l'Irak après la guerre du Golfe, démissionnant, ne pouvant plus supporter le génocide qui se poursuit et l'immobilisme de la communauté internationale.

(amd)

1. Autrice d'un livre écrit au féminin sur la guerre du Golfe : *Mon enfant vaut plus que leur pétrole*, Labor et Fides.